



Déclaration liminaire CTSD du 26 janvier 2022

Monsieur le Directeur Académique,
Madame la Secrétaire générale,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Les personnels sont mobilisés depuis deux ans face à la crise sanitaire. Ils ont mis toute leur énergie pour faire tenir le système, bousculé par la pandémie. L'Éducation nationale est mise sous tension par le décalage entre les annonces du gouvernement et les réalités du terrain, on ne peut pas faire de déni sur cette situation, les problèmes s'accumulent, pas seulement pour maintenir la continuité pédagogique, mais plus largement pour réussir à accueillir nos élèves au sein des écoles, des collèges et des lycées. L'école est restée ouverte en janvier, mais à quel prix ? Avec des élèves et des enseignants absents à tour de rôle, les apprentissages ont été plus que limités. Les élèves sont perdus, anxieux, démotivés et les enseignants sont découragés et inquiets. Les difficultés de remplacement n'ont jamais été aussi criantes. La continuité pédagogique s'additionne au travail en présentiel, afin de faire tourner l'école. L'UNSA Education acte favorablement les mesures annoncées dans votre courrier du 20 janvier adressé aux enseignants du 1^{er} degré. Cependant, face aux conditions de travail dégradées, on ne peut que constater l'épuisement général.

Nous ne reviendrons pas sur le scandale du protocole sanitaire, mais en temps que professionnels de l'éducation, nous ne pouvons que nous interroger sur l'impact de la dernière version concernant la formation citoyenne de nos élèves : que penser d'une procédure réglementaire dont tout le monde sait qu'elle induit de fausses déclarations

sur l'honneur ? Que penser d'une institution qui place certains enfants en situation de témoin de ce stratagème et à qui l'on montre qu'une attestation sur l'honneur est un document sans valeur, et qu'une règle encombrante peut être contournée ? On pourra toujours nous parler, ensuite, de l'affirmation des valeurs de la République !

. Pour sortir durablement d'une gestion chaotique de crise, il faut un protocole viable, des consignes adaptées à la réalité, communiquées clairement et directement. Il faut savoir prendre la décision de fermer temporairement des classes ou des écoles ou des établissements quand c'est nécessaire et ne pas faire de « l'école ouverte » à tout prix.

Malgré le succès de la grève du 13 janvier où toutes les catégories de personnels ont montré leur mécontentement, la réponse n'est toujours pas à la hauteur de l'engagement que l'État doit avoir pour l'École. L'Education nationale doit assurer sa mission en protégeant les élèves et les personnels.

Le déni de la réalité du terrain doit absolument cesser, les besoins doivent être anticipés. Des moyens de protections suffisants et de qualité doivent être fournis par l'employeur. Nous attendons toujours les masques promis par le Ministère le 13 janvier au soir, et saluons l'attribution d'auto tests à chaque enseignant.

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et vont à nouveau dégrader les conditions d'enseignement dans le second degré. La préparation de la rentrée se fait sur la base du retrait de 440 emplois sur tout le territoire. L'académie de Dijon devra pour sa part rendre 25 postes. A l'échelle des départements ou des établissements, on observe à nouveau des économies d'heures.

Plus précisément, si la dotation départementale augmente de 70 heures, l'UNSA Education regrette une nouvelle fois le nombre important d'HSA. Les conséquences de l'accumulation d'HSA en lieu et place d'heures postes continuent à produire des effets délétères au sein des établissements. L'organisation y reste complexe et les marges de manœuvre sont insuffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques tout comme pour permettre le fonctionnement serein des collectifs pédagogiques.

Ainsi, est niée la réalité des défis éducatifs et pédagogiques, des défis accrus après plusieurs années de scolarité impactées par la pandémie de la Covid 19. Enfin, la désaffectation des concours mais également, la difficulté à recruter des contractuels sur les postes restés vacants accentuent les difficultés ; non seulement le second degré manque cruellement de moyens, mais les moyens existants ne sont pas couverts tant l'image du métier est dégradée et les rémunérations insuffisantes.

Dans le 1^{er} degré, la dotation en emplois au niveau national n'est pas à la hauteur et les moyens dit supplémentaires, liés à la réforme de la formation initiale, ne sont pas apparents, même dans un contexte de baisse d'effectifs. Cela ne permet pas l'amélioration nécessaires des conditions d'enseignement au-delà des dédoublements et limitation d'effectifs.

Les priorités ministérielles imposées ont un impact sur l'école rurale. Avec la limitation du nombre d'élèves à 24 par classe dans certains niveaux, de nombreuses écoles vont devoir fonctionner avec des répartitions pédagogiques bancales ou des triples niveaux.

L'UNSA Education s'interroge sur la méthode qui va être utilisée pour augmenter les moyens de remplacement à moyens constants. Nous l'avons vu lors de cette gestion de crise sanitaire, le vivier de remplacement dans notre département n'est pas suffisant. Une dotation supplémentaire est nécessaire.

Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en supprimant des postes alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages qui tous ne sont pas situés en zone REP. Il est également indispensable de renforcer le nombre des enseignants

référents et d'améliorer le fonctionnement des PIAL en augmentant le nombre d'AESH. l'UNSA Education s'interroge sur les moyens que se donne l'Education nationale pour l'École inclusive et un véritable accompagnement des élèves en situation de handicap.

La gestion de la crise actuelle repose sur l'investissement sans faille de tous les personnels, qui portent notre bateau École et nos élèves à bout de bras pour éviter la noyade. La situation de crise durable à l'école commence à avoir un impact délétère sur les relations entre les personnels, entre les parents et les personnels, entre les personnels et les municipalités Parce que l'école est restée ouverte grâce à elles et eux, les personnels doivent être respectés, protégés et écoutés.